

LE MONDE 1^{er}/06/22

Dans l'académie de Versailles, des journées de « job dating » pour recruter des enseignants contractuels

Le recours croissant aux personnels non titulaires transforme la gestion des ressources humaines de l'éducation nationale, comme l'illustre le retentissant « job dating » organisé par l'académie de Versailles.

Par [Sylvie Lecherbonnier](#)

Publié aujourd'hui à 10h05, mis à jour à 12h26

Temps de Lecture 3 min.

« L'académie de Versailles recrute, alors rejoignez-nous ! » Les écrans installés dans plusieurs salles du rectorat, transformé pour l'occasion en salon de recrutement, diffusent en boucle, sans le son mais avec des sous-titres, le message promotionnel de la rectrice Charline Avenel. Au programme des quatre journées de « job dating » : 2 000 entretiens de trente minutes pour embaucher autant de personnels non titulaires, parmi lesquels 1 300 enseignants – 700 pour le primaire et 600 pour le secondaire. Une mesure d'urgence pour pallier le faible nombre de candidats qui se sont présentés aux concours.



Accueil pour le « job dating » de l'académie de Versailles, au rectorat de Versailles, le 30 mai 2022.
JULIE BALAGUÉ POUR « LE MONDE »

En cette première matinée, lundi 30 mai, ceux qui n'ont pas pu avoir de créneau se pressent pour déposer une fiche de renseignements et être contactés plus tard. Assistante sociale depuis vingt ans, Touria a « envie de faire autre chose ». « Pendant le confinement de mars 2020, j'ai fait office de maîtresse pour les enfants des familles que j'accompagne. Pourquoi pas continuer ? », évoque-t-elle.



Thomas Lauro, 27 ans, est venu s'inscrire pour les prochaines journées de « job dating ». En septembre, il commencera un master Métiers de l'enseignement et aimerait être professeur d'espagnol en parallèle. A Versailles, le 30 mai 2022. JULIE BALAGUÉ POUR «LE MONDE»

Thomas Lauro, 27 ans, va intégrer un master MEEF (métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation) à la rentrée dans le but de devenir professeur d'espagnol et aimerait décrocher un contrat pour « *avoir déjà un pied dans le milieu* » tout en finançant ses études. Alors qu'il faut être [titulaire d'un master pour passer les concours](#), le niveau licence suffit pour postuler à ce job dating.

L'« espace rencontres » grouille de candidats de tous âges et tous horizons. Certains sont venus en famille, bébé dans les bras, d'autres ont sorti le costume pour l'occasion. Un quart se dit en recherche de reconversion, 42 % en recherche d'emploi et 9 % sont étudiants, selon les données du rectorat. L'envie de transmettre ou de travailler avec des enfants et des adolescents est sur toutes les lèvres, la réalité des métiers de l'éducation nationale semble plus lointaine pour beaucoup.

« *J'ai été surpris quand on m'a demandé le contenu des programmes à l'école primaire* », raconte Etienne, bientôt 60 ans, à la sortie de son entretien. Professeur d'arts plastiques dans des écoles d'art ou des associations, il veut désormais rejoindre l'éducation nationale. Combien de candidats seront embauchés ? Le rectorat se fixe quinze jours au maximum pour leur donner une réponse. Leur rémunération sera équivalente, voire légèrement supérieure, à un enseignant titulaire en début de carrière, selon leur niveau de diplôme et la discipline enseignée. Les écarts se creusent ensuite.



Etienne, 60 ans, est professeur d'arts plastiques en filière professionnelle, et postule pour devenir professeur en collège ou lycée. A Versailles, le 30 mai 2022. JULIE BALAGUÉ POUR «LE MONDE»

« Plus vraiment de profil type »

Si ce job dating n'est pas une première – d'autres académies y ont déjà eu recours –, il frappe par l'ampleur des recrutements espérés et les moyens de communication mis en place. Charline Avenel assume cette stratégie, qu'elle qualifie elle-même d'« offensive » : « *Les parcours sont désormais multiples. Certains s'engagent pour une carrière entière dans l'éducation nationale. D'autres, nombreux également, dans des parcours plus variés.* »

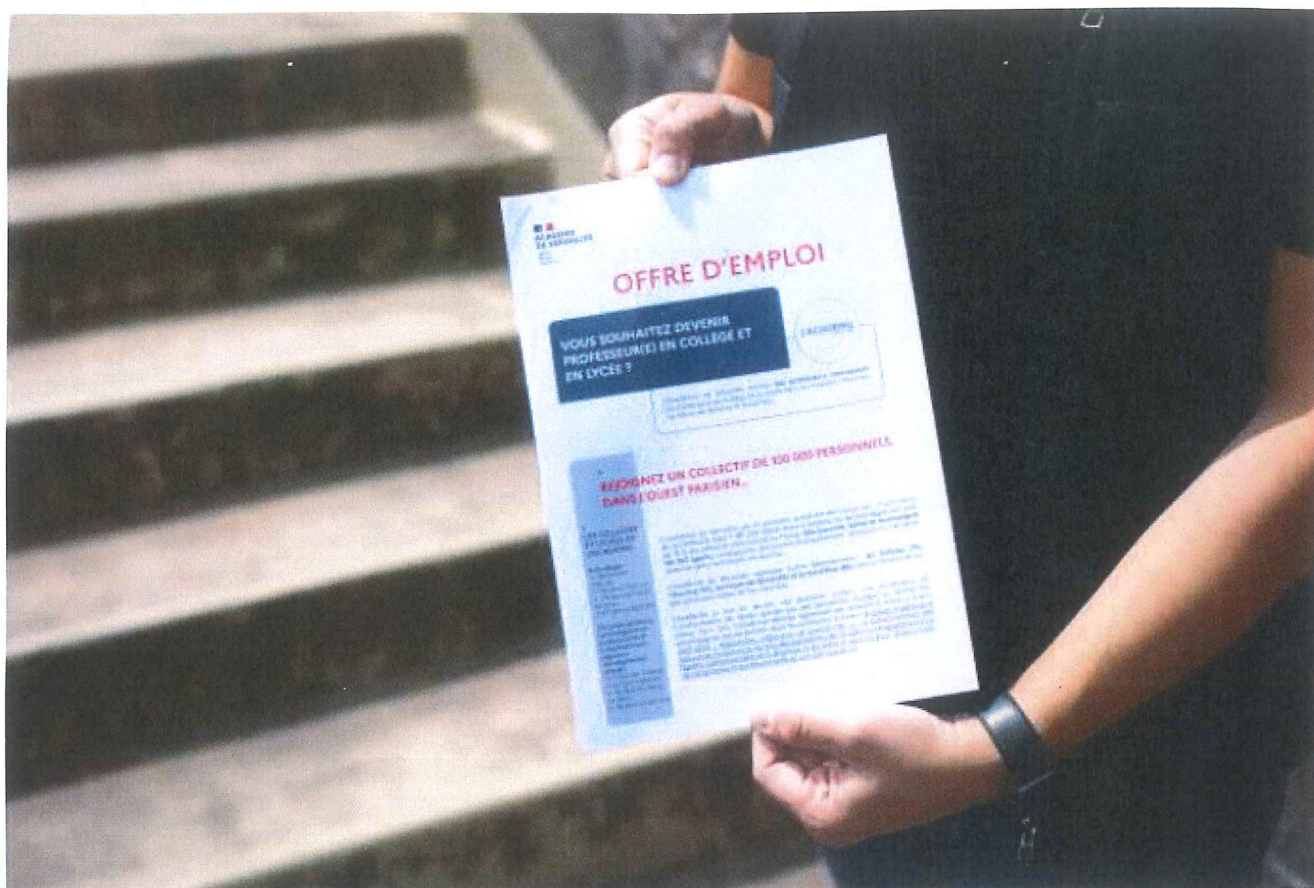
L'événement, organisé avec Pôle emploi, met en lumière une tendance de fond : la part de contractuels s'accroît dans l'éducation nationale. Le nombre d'enseignants non titulaires dans l'enseignement public a augmenté de 24 % entre les années scolaires 2010-2011 et 2017-2018, contre 0,6 % pour les enseignants titulaires, selon les travaux du chercheur Xavier Pons. En 2020, l'éducation nationale comptait plus de 7 % d'enseignants non titulaires et près de 22 % de contractuels sur l'ensemble de ses personnels, selon le dernier bilan social du ministère.

« *L'époque où les non-titulaires permettaient seulement de combler des manques dans des disciplines de niche de l'enseignement professionnel est depuis longtemps révolue* », note Dorothée Crespin, responsable des personnels non titulaires au SE-Unsa. « *Il n'y a plus vraiment de profil type : certains sont dans l'attente de passer le concours, d'autres n'arrivent pas à l'obtenir, d'autres encore viennent dans un objectif de reconversion* », analyse-t-elle.

Une minorité de CDI

Xavier Pons termine une enquête sur les enseignants contractuels dans les académies de Créteil, Lyon et Dijon. Pour le chercheur en sciences de l'éducation, cela ne fait aucun doute : « *Le recours*

croissant à ces personnels transforme en profondeur l'éducation nationale. Il crée d'autres voies d'accès au métier d'enseignant, avec une diversification en termes de profil, de motivation et de compétences. » Les procédures mêmes de recrutement procèdent d'une « inversion des logiques », selon Xavier Pons : « Les titulaires préparent un concours sélectif où la maîtrise des savoirs est primordiale, alors que pour les non-titulaires, on s'assure d'abord de leur connaissance du système scolaire. » Chaque académie développe en outre ses grilles de rémunération suivant l'ampleur des besoins. L'académie de Créteil offre des salaires supérieurs de 13 % aux autres académies, selon un rapport de la Cour des comptes de 2018.



Document de renseignement sur les prochaines journées de « job dating », au rectorat de Versailles, le 30 mai 2022. JULIE BALAGUÉ POUR «LE MONDE»

Revers de la médaille, les contractuels n'ont aucune assurance d'être reconduits ou renouvelés et sont envoyés là où il y a des besoins. Au bout de six ans sans rupture de contrat de plus de quatre mois – ce qui est rare –, ils peuvent prétendre à un contrat à durée indéterminée (CDI). Une minorité y accède. Malgré cette précarité, certains candidats finissent par enchaîner les contrats, qui peuvent durer de quelques semaines à une année scolaire complète et ne sont pas forcément à temps plein.

C'est le cas de Joëlle Kéclart, croisée dans les couloirs du rectorat de Versailles. Elle postule pour un contrat de professeur des écoles, après avoir cumulé plusieurs postes de CPE (conseiller principal d'éducation) ces dernières années. « C'est aussi une manière de me rappeler au bon souvenir de l'académie », assume-t-elle. Elle a échoué deux fois au concours de CPE. Elle en est ressortie amère mais espère toujours le réussir un jour : « Ces différentes expériences vont peut-être m'aider à acquérir les quelques points qui me manquent. » En attendant, elle sera peut-être de nouveau devant des élèves à la rentrée, après seulement quelques jours de formation.



Joëlle Kéclart, 33 ans, n'a pas été reçue au concours de CPE et postule pour devenir professeure de écoles contractuelle, au « job dating » de l'académie de Versailles, le 30 mai 2022. JULIE BALAGUÉ POUR «LE MONDE»

Sylvie Lecherbonnier